



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANGER FRERES SA

BP 25
Rue du Calvaire
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-26-44
Code AIOT : 0005601395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement GRANGER FRERES SA implanté Z.I. des Taillas 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANGER FRERES SA
- Z.I. des Taillas 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005601395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Granger frères SA est spécialisée dans l'extrusion et réalise également une activité d'impression par flexographie. Elle fonctionne 24 h/24, 7 j/j, à l'exception d'une semaine en décembre et de 2 semaines en août. Elle produit notamment des films plastiques et des sacs, et depuis 2017, elle a transféré quasiment toute son activité d'impression à la société G'IMPRIM.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 12/02/2026, article D.541-364	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Bruit	Arrêté Préfectoral du 19/11/2004, article 7.4	Sans objet
4	Prévention perte granulés	Code de l'environnement du 12/02/2026, article D.541-361	Sans objet
5	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 12/02/2026, article D.541-362	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit finaliser la mise à jour de sa situation administrative en transmettant le nouveau classement ICPE relatif à la modification et à la création des rubriques 1185, 1510 et 1978. Il devra se positionner quand à la rubrique 2925 et faire les démarches nécessaires concernant la régularisation de l'activité de stockage sur l'ancien site de G'imprim situé à Saint-Pal-de-Mons.

L'exploitant devra également faire le nécessaire pour respecter l'émission annuelle cible ou, dans le cas où il souhaiterait calculer une nouvelle émission annuelle cible, justifier du choix de l'année de référence, en lien avec la mise en place d'une technique de réduction des COV.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 2450-2a → 495kg/j (A) Rubrique 2661-1-a → 250 t/j (A) Rubrique 2662-2 → 9600 m³ (E) Rubrique 2661-2-b → 16t/j (D) Rubrique 2663-2-c → 1500 m³ (D) Rubrique 2910-A-2 → 7MW (D) Rubrique 4802-2-a → 700 kg (D)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de se positionner sur les rubriques 1978, 1185 et 1510 de la nomenclature des installations classées. Lors de la visite, l'exploitant a présenté les éléments relatifs à ces rubriques. Il a également formulé sa volonté de bénéficier des droits acquis, conformément à l'article L.513-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Au delà des rubriques supra-citées, l'exploitant a mis en évidence la rubrique 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques) et l'inspection a été interrogé sur la méthode de calcul de la puissance.</p> <p>L'activité de charge de batteries au titre de la rubrique 2925 a été modifiée par le décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019. Cette rubrique permet désormais de faire la distinction entre les technologies produisant de l'hydrogène (2925-1) pendant la charge de celle n'en produisant pas (2925-2). Pour autant la puissance à considérer est la puissance de charge cumulée de l'ensemble des ateliers.</p> <p>Les cumuls de puissance sont à réaliser distinctement pour chacune des sous-rubriques 2925-1 et 2925-2 afin de vérifier si les seuils de classement correspondant sont dépassés.</p> <p>Enfin, l'exploitant a indiqué utiliser l'ancien site de G'imprim situé à Saint-Pal-de-Mons pour réaliser une activité de stockage. Cette activité n'étant pas autorisée, l'exploitant doit se positionner quant aux quantités susceptibles d'être stockées et, le cas échéant, faire le nécessaire pour régulariser sa situation au regard de la réglementation des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra transmettre à l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nouveau classement ICPE prenant en compte les rubriques 1978, 1185 et 1510 ainsi que les justificatifs en lien avec les seuils présentés. • le cas échéant, déclarer la rubrique 2925. • son positionnement quant à la réglementation des installations classées concernant l'ancien site de G'imprim situé à Saint-Pal-de-Mons sur lequel une activité de stockage est réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2004, article 7.4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

L'exploitant fera réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement, pendant une période de fonctionnement normal des installations classées. Ces mesures devront permettre d'apprécier le respect des valeurs limites d'émergence fixé au 7.3 de l'AP source.
--

Constats :

Une mesure de bruit a été réalisée le 16 avril 2025. Le rapport indique qu'aucune non-conformité n'a été relevée.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2016, article 5
--

Thème(s) : Risques chroniques, COV

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un schéma de maîtrise des émissions, l'émission annuelle cible (EAC) de composés organiques volatils est fixée à 3,14 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés dans les encres. (...)

Constats :

L'exploitant a présenté un plan de gestion de solvant pour l'année 2025.
--

L'émission annuelle a été calculée à 3,76 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés dans les encres, supérieure à l'émission annuelle cible fixée à 3,14 kg de COV par kg d'extraits secs.
--

L'exploitant a indiqué que ses consommations de solvants avaient fortement diminuées entre 2005, année de référence ayant servie à calculer l'émission annuelle cible fixée à 3,14 kg, de l'ordre de 230 tonnes et 2025, de l'ordre de 30 tonnes.

Les modalités de calcul de l'émission annuelle cible sont présentées dans la circulaire du 23 décembre 2003.
--

L'année de référence est définie comme l'année précédant la mise en place d'une technique de réduction de COV (faisant appel à des matériels ou des produits particuliers).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none"> • soit prendre des mesures pour réduire son émission annuelle de COV et atteindre la cible fixée à 3,14 kg de COV par kg d'extraits secs; • soit recalculer une nouvelle émission annuelle cible en prenant une nouvelle année de référence. Il devra justifier de la mise en place d'une technique de réduction de COV pour déterminer l'année de référence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prévention perte granulés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2026, article D.541-361
Thème(s) : Risques chroniques, Equipement de prévention de rejet
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
Constats : Par échantillonnage, il a été constaté que le site était équipé de paniers de récupération de granulés plastiques disposés à proximité de la zone de dépotage, ainsi que de la zone de stockage des granulés conditionnés en sacs sur palettes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2026, article D.541-362
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;

<p>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</p> <p>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</p> <p>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</p> <p>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs ;</p> <p>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</p> <p>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une carte sur laquelle les zones où les granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus.</p> <p>Au sein du site, une procédure a été mise en place pour répondre aux différents points de la prescription.</p> <p>L'exploitant réalise également des points HSE réguliers dans lesquels les différents enjeux environnementaux sont abordés avec les employés. L'exploitant a indiqué que la prévention de dispersion de granulés de plastiques avait été abordée.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un affichage informant du risque de dispersion des granulés sur l'aire de dépotage (au pied des silos) ainsi que sur la zone de stockage de matières premières. Il a été noté la présence d'un balai, d'une pelle et d'une poubelle pour permettre, en cas d'incident, de ramasser les granulés plastiques répandus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2026, article D.541-364</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Audit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362 sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans par un organisme certificateur indépendant de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le COFRAC, ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .</p>

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport d'audit réalisé le 15 juillet 2025.
Néanmoins, il a indiqué ne pas avoir mis à disposition du public sur son site internet de synthèse de ce rapport d'audit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'1 mois, l'exploitant devra publier sur son site internet une synthèse du dernier rapport d'audit et transmettra à l'inspection l'adresse url permettant de le consulter.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois